

CAE fera l'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies pour 1,05 milliard \$ US

- **Une acquisition hautement complémentaire aux activités principales de formation militaire de CAE aux États-Unis**
- **Une acquisition qui élargit la position de CAE dans la formation et la simulation pour des opérations multidomaines**
- **Un effet positif sur le RPA d'un pourcentage se situant dans le bas de la tranche entre 10 et 20 % attendu au cours de la première année complète suivant la clôture, y compris des synergies de coûts prévues**
- **Un effet positif immédiat est anticipé sur le résultat opérationnel et les marges du BAIIA¹ sur l'efficacité opérationnelle du secteur Défense et sécurité**
- **Une structure de financement conforme au profil d'investissement de qualité de CAE**
- **Une transaction qui tire parti du bilan d'acquisitions fructueuses de CAE**

Montréal, le 1^{er} mars 2021 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE a annoncé aujourd'hui qu'elle a conclu un accord définitif avec L3Harris Technologies (NYSE : LHX) visant l'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies pour 1,05 milliard \$ US, sous réserve des ajustements habituels (l'« **acquisition** »). La valeur de l'acquisition représente environ 13,5 fois le BAIIA¹ ajusté estimé de 2020 de la division Formation militaire de L3Harris ou environ 10 fois, y compris des synergies de coûts, qui devraient atteindre entre 35 M\$ CA et 45 M\$ CA (environ 28 M\$ US et 35 M\$ US) annuellement d'ici la fin de la deuxième année suivant l'acquisition. L'acquisition devrait avoir un effet positif sur le RPA de CAE d'un pourcentage se situant dans le bas de la tranche entre 10 et 20 % au cours de la première année complète suivant la clôture, y compris des synergies de coûts prévues. La clôture de l'acquisition, qui devrait avoir lieu au cours de la seconde moitié de l'année civile 2021, est assujettie aux approbations réglementaires et aux autres conditions habituelles de clôture.

La division Formation militaire de L3Harris inclut Link Simulation & Training, Doss Aviation et AMI. L3Harris Link est l'un des plus importants fournisseurs de solutions d'entraînement militaire aux États-Unis; Doss Aviation est le fournisseur de l'entraînement initial au vol à la United States Air Force (USAF); et AMI est un établissement de conception et de fabrication du matériel destiné aux simulateurs. Suivant la clôture de l'acquisition, la division Formation militaire de L3Harris exercerait ses activités sous CAE USA, dont le siège social est à Tampa, en Floride.

L'acquisition élargira la position de CAE en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, indépendamment de la plateforme, en diversifiant la position de chef de file de CAE en formation et simulation dans le domaine aérien, complétant ainsi les solutions de formation terrestre et navale, et améliorant les capacités de simulation et de formation de CAE dans les domaines spatial et cybernétique. La division Formation militaire de L3Harris apportera une expérience considérable en matière de développement et de livraison de systèmes d'entraînement pour les avions chasseurs et bombardiers, les plateformes à voilure tournante, les sous-marins et les avions télépilotés de la U.S. Army. La division Formation militaire de L3Harris ajoutera également un important carnet de commandes et une bonne position sur des programmes clés, dont le programme USAF Simulators Common Architecture Requirements and Standards (SCARS), le programme F-16 Simulators Training Program (STP) de l'USAF, le système d'entraînement des équipages F/A-18 de la US Navy/Marine Corps, l'entraînement Ground Based Strategic Deterrent (GBSD) de l'USAF et le système d'entraînement B-2 de l'USAF.

« L'acquisition proposée représente une occasion de création de valeur importante pour toutes les parties prenantes de CAE. Elle accélère notre stratégie de croissance au sein de la division Défense et sécurité et est hautement complémentaire à nos activités principales de formation militaire, ce qui élargira notre position aux États-Unis », a déclaré Marc Parent,

président et chef de la direction de CAE. « Nous ajoutons de nouveaux clients et de l'expérience sur de nouvelles plateformes et nous élargissons notre champ d'expertise pour répondre à la demande de tous les domaines – aérien, terrestre, naval, spatial et cybernétique – tout en prenant de l'expansion dans les marchés adjacents comme le soutien aux missions et aux opérations. Cette transaction proposée assurera un meilleur équilibre entre les secteurs et les régions géographiques de CAE et, tout comme nos récentes acquisitions dans le marché de l'aviation civile, prouve que nous sommes fermement décidés à accroître et à élargir notre position dans les marchés que nous desservons. Nous faisons des investissements en vue de ressortir plus forts de cette pandémie et nous préparons à répondre à la demande croissante de nos clients. »

« La division Formation militaire de L3Harris, dont les revenus annuels totalisaient environ 500 M\$ US en 2020, apporte l'envergure et les capacités qui soutiennent notre objectif visant à nous aligner davantage sur la stratégie de la défense nationale des États-Unis », a déclaré Dan Gelston, président de groupe, Défense et sécurité à CAE. « Nous prévoyons une demande accrue portant sur l'entraînement fondé sur la simulation et l'utilisation d'environnements synthétiques pour effectuer des opérations multidomaines. Cette acquisition devrait soutenir davantage CAE dans la fourniture de ces solutions immersives numériques fondamentales d'entraînement et de soutien opérationnel. Nous sommes impatients d'accueillir l'équipe de la division Formation militaire de L3Harris alors que nous faisons croître CAE et positionnons la Société pour qu'elle apporte son soutien à la mission de nos clients du secteur de la défense et de la sécurité. »

L'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris est la quatrième acquisition annoncée par CAE au cours des quatre derniers mois et elle témoigne de l'engagement de CAE à déployer, de façon réfléchie, le capital nécessaire à l'amélioration de la position de la Société dans les marchés clés. L'acquisition répond aux priorités stratégiques et aux paramètres financiers rigoureux de la Société.

Financement de l'acquisition

Les priorités de CAE en matière de répartition du capital demeurent centrées principalement sur l'investissement dans d'excellentes occasions de croissance durables, en équilibre avec le maintien d'une position financière robuste conforme au profil d'investissement de qualité de CAE.

L'Acquisition et les autres coûts connexes de la transaction seront financés par voie d'émission de reçus de souscription d'un montant total de 700 M\$ CA (environ 550 M\$ US) auprès de deux investisseurs institutionnels dans le cadre de placements privés (les « **placements privés** »), ainsi qu'au moyen d'autres liquidités actuellement disponibles. Les placements privés sont soutenus par un investissement de 475 M\$ CA (environ 375 M\$ US) de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« **CDPQ** »), un investisseur institutionnel mondial établi au Canada, et un investissement de 225 M\$ CA (environ 175 M\$ US) par GIC Private Limited (« **GIC** »), l'un des plus importants fonds souverains du monde, doté d'un réseau mondial établi. Un total de 22 400 000 reçus de souscription seront émis à un prix de 31,25 \$ CA par reçu de souscription, pour un produit brut de 700 M\$ CA (environ 550 M\$ US). Chaque reçu de souscription confèrera à son porteur le droit de recevoir une action ordinaire de CAE, de même qu'une commission d'engagement à l'acquisition et sous réserve de la clôture de l'acquisition. La réalisation des placements privés est assujettie aux approbations habituelles des autorités de réglementation en valeurs mobilières applicables, dont la Bourse de Toronto et la Bourse de New York, et à d'autres conditions de clôture habituelles. La clôture des placements privés devrait avoir lieu le 4 mars 2021 ou vers cette date. Les reçus de souscription seront assujettis à une période de détention de quatre mois en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada. Bien que les placements privés et les autres liquidités actuellement disponibles fournissent suffisamment de fonds aux fins de la clôture de l'acquisition, CAE pourrait, sous réserve des conditions du marché et d'autres conditions, opportunément entreprendre l'émission d'autres titres de capitaux propres et/ou un financement par titres d'emprunt.

Les reçus de souscription et les actions ordinaires de CAE n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la *Securities Act of 1933* des États-Unis, telle que cette loi a été modifiée (« Loi de 1933 »), ou de toute législation sur les valeurs mobilières d'un État des États-Unis, et ils ne peuvent être offerts, vendus ou livrés, directement ou indirectement, aux États-

Unis ou à des personnes des États-Unis, sauf dans le cadre de certaines opérations qui sont dispensées des exigences d'inscription de la Loi de 1933 et des lois sur les valeurs mobilières étatiques applicables ou qui ne sont pas assujetties à ces exigences. Le présent communiqué ne constitue pas une offre de vente ni la sollicitation d'une offre d'achat de titres aux États-Unis ou ailleurs.

Renseignements concernant la conférence téléphonique

CAE organisera une conférence téléphonique et une webdiffusion en direct pour discuter de l'acquisition le lundi 1^{er} mars 2021, à 8 h (HNE). La webdiffusion comportera une présentation qui est déjà disponible à <http://www.cae.com/fr/investisseurs/>. L'appel est destiné aux analystes financiers et aux investisseurs institutionnels et sera suivi par une période de questions à l'intention des médias. Les participants peuvent écouter la conférence téléphonique en composant le 1-877-586-3392 ou + 1-416-981-9024. La webdiffusion est accessible sur la page des investisseurs de CAE à <http://www.cae.com/fr/investisseurs> ou à <https://www.gowebcasting.com/11108>.

Conseillers

Goldman Sachs & Co. LLC agit à titre de conseiller financier exclusif relativement à l'acquisition et fournit du soutien relativement aux placements privés. CAE reçoit des conseils juridiques de la part de DLA Piper et de Norton Rose Fulbright. RBC Marchés des capitaux agit à titre de conseiller de la Société relativement aux placements privés.

À propos de CAE

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous continuons à réinventer l'expérience client et à révolutionner les solutions de formation et de soutien opérationnel dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Nous sommes le partenaire de choix des clients du monde entier qui exercent leurs activités dans des environnements complexes, souvent dangereux et fortement réglementés où la réussite est essentielle. Grâce aux besoins permanents de nos clients pour nos solutions, plus de 60 % des revenus de CAE proviennent d'activités récurrentes. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec quelque 10 000 employés répartis dans 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. www.cae.com

Suivez-nous sur Twitter @CAE_Inc et @CAE_Defence

Facebook : www.facebook.com/cae.inc

LinkedIn : www.linkedin.com/company/cae

À propos de L3Harris Technologies

Présente à l'échelle mondiale, L3Harris Technologies est une société agile et innovatrice qui développe des technologies dans les domaines de l'aéronautique et de la défense, fournissant des solutions complètes qui répondent aux besoins essentiels à la mission des clients. La société offre des technologies commerciales et de défense de pointe à l'échelle des secteurs aérien, terrestre, naval, spatial et cybernétique. L3Harris Technologies affiche des revenus annuels de quelque 18 milliards \$US, compte 48 000 employés et ses clients sont répartis dans plus de 100 pays. L3Harris.com

À propos de la CDPQ

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) investit de façon constructive pour générer des rendements durables à long terme. Comme groupe mondial d'investissement qui gère des fonds provenant de régimes de retraite et d'assurances

publics, nous appuyons nos partenaires pour bâtir des entreprises qui stimulent la performance et le progrès. Nous sommes actifs dans les grands marchés financiers, en placements privés, en infrastructures, en immobilier et en crédit privé. Au 31 décembre 2020, l'actif net de la CDPQ s'élevait à 365,5 G\$ CA. cdpq.com

À propos de GIC

GIC est une société d'investissement mondiale de premier plan établie en 1981 pour gérer les réserves de devises de Singapour. Investisseur discipliné dans la valeur à long terme, GIC occupe une position unique pour les investissements dans un large éventail de catégories d'actifs, y compris les actions, les titres à revenu fixe, le capital-investissement, l'immobilier et les infrastructures. GIC investit par l'intermédiaire de fonds et directement dans des entreprises, en partenariat avec ses gestionnaires de fonds et ses équipes de gestion pour aider les entreprises de classe mondiale à atteindre leurs objectifs. GIC a des investissements dans plus de 40 pays et investit dans les marchés émergents depuis plus de deux décennies. Établie à Singapour, GIC emploie plus de 1 700 personnes dans 10 bureaux situés dans les principales villes financières du monde. Pour de plus amples renseignements sur GIC, veuillez consulter le site www.gic.com.sg.

-30-

Personnes-ressources chez CAE :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente principale, Affaires publiques, communications mondiales et responsabilité sociale d'entreprise
+1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com

Presse spécialisée :

Chris Stellwag, directeur, Communications marketing – Défense et sécurité,
+1-407-709-3070, chris.stellwag@cae.com

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Stratégie et Relations avec les investisseurs,
+1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Ce communiqué comprend des déclarations de nature prospective qui peuvent inclure, sans s'y limiter, des déclarations concernant l'acquisition, les placements privés, les liquidités disponibles, l'emploi du produit des placements privés, le moment de réalisation, les conditions préalables et la réalisation de l'acquisition et des placements privés; l'intérêt de l'acquisition d'un point de vue financier et une hausse attendue de diverses mesures financières; les attentes relatives aux économies de coûts et aux synergies prévues; la force, la complémentarité et la compatibilité de la division Formation militaire de L3Harris avec les activités et les équipes existantes de CAE; les autres avantages prévus de l'acquisition et leur incidence sur la croissance, les résultats opérationnels, le rendement de l'entreprise, les perspectives et occasions futurs de la Société, les perspectives commerciales, les objectifs, le développement, les plans, les stratégies de croissance et les priorités stratégiques de CAE, et la position de chef de file de CAE dans ses marchés; les perspectives économiques générales, les perspectives et tendances d'un secteur donné, de même que toute autre déclaration qui n'est pas un fait historique. Bien que CAE estime que les attentes et les hypothèses sur lesquelles ces énoncés prospectifs sont fondés soient raisonnables, on ne saurait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs puisque rien ne garantit qu'ils s'avéreront exacts.

Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'utilisation de termes comme « croire », « attendre », « anticiper », « planifier », « avoir l'intention », « continuer », « estimer », « pouvoir », « devoir », « stratégie », « futur » et d'autres expressions semblables. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs, y compris les risques et les incertitudes liés à ce qui suit : la possibilité de ne pas réaliser les avantages prévus de l'acquisition; l'intégration de la division Formation militaire de L3Harris (comme l'incidence des demandes importantes imposées à CAE à la suite à l'acquisition, le temps et les ressources nécessaires à l'intégration de la division Formation militaire de L3Harris, le détournement de l'attention de la direction sur des questions liées à l'intégration, les coûts imprévus de l'intégration, notamment les coûts d'exploitation ou les perturbations des activités plus importantes que prévu, et les difficultés et retards associés à cette intégration); l'incertitude quant à la situation financière et aux résultats économiques prévus de la société issue du regroupement après la clôture de l'acquisition, y compris les produits, les charges, le bénéfice, l'endettement, les pertes, les perspectives, les stratégies commerciales pour la direction, l'expansion et la croissance de CAE après la clôture de l'acquisition; la dépendance de CAE envers des employés clés et la perte de certains membres du personnel clés de la division Formation militaire de L3Harris; la possibilité de ne pas réaliser les synergies prévues ou de ne pas le faire dans le calendrier prévu, les synergies prévues de l'acquisition, y compris, sans s'y limiter, les économies de coût et les synergies prévues; la non-conclusion de l'acquisition ou un changement des modalités de l'acquisition; l'incertitude quant à l'obtention des approbations réglementaires requises pour réaliser l'acquisition et les placements privés ou à leur obtention en temps opportun; des faits nouveaux défavorables dans les marchés des capitaux ou autres faits susceptibles d'avoir une incidence négative sur la capacité de CAE à financer l'acquisition; l'augmentation de la dette; les risques de transition; le fait que CAE ne détient ou ne contrôle pas actuellement la division Formation militaire de L3Harris; des coûts ou des passifs potentiels non divulgués associés à l'acquisition; l'incidence des frais liés à l'acquisition; le fait de dépendre de l'information fournie par L3Harris, ainsi que des hypothèses, des jugements ou des affectations de L3Harris, et les risques associés à de l'information inexacte ou incomplète; l'information financière historique et/ou détachée peut ne pas être représentative du rendement futur; les dispositions et les frais relatifs à un changement de contrôle et autres dispositions et frais semblables; la nature des acquisitions; les risques associés au taux de change et à l'exposition aux devises; le fait que la société regroupée continuera à faire face aux mêmes risques que ceux auxquels CAE fait face et les litiges potentiels. La liste qui précède n'est pas exhaustive et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient aussi avoir une incidence défavorable considérable sur le rendement ou les résultats de CAE ou de la division Formation militaire de L3Harris. La réalisation de l'acquisition est assujettie aux conditions de clôture habituelles, aux droits de résiliation et autres risques et incertitudes, y compris, mais sans s'y limiter, les approbations réglementaires, et rien ne garantit que l'acquisition sera réalisée. Si l'acquisition est réalisée, rien ne garantit que les avantages stratégiques et financiers devant découler de l'acquisition seront réalisés.

Ces énoncés ne constituent pas des garanties du rendement ou des événements futurs, et le lecteur est avisé de ne pas se fier à l'un ou l'autre de ces énoncés prospectifs. Bien que la direction juge que ces hypothèses sont raisonnables et appropriées compte tenu de l'information qui est actuellement disponible, il existe un risque que celles-ci soient inexactes. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 1^{er} mars 2021 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf si la loi l'exige, nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 1^{er} mars 2021. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la

même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de l'acquisition et des placements privés. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Jusqu'à la clôture de l'acquisition, la division Formation militaire de L3Harris est une unité commerciale entièrement intégrée de L3Harris, et la division Formation militaire de L3Harris n'a pas fait l'objet d'états financiers séparés par le passé. En conséquence, l'information financière sur la division Formation militaire de L3Harris figurant dans ce document a été préparée à partir des états financiers consolidés et des registres comptables historiques de L3Harris et reflètent certaines hypothèses, certains jugements et certaines affectations importants de L3Harris. La situation financière, le résultat net et les flux de trésorerie de la division Formation militaire de L3Harris pourraient ne pas être représentatifs du résultat financier si la division Formation militaire de L3Harris avait été une entité autonome ou avait fonctionné indépendamment de L3Harris. Par exemple, lors de la préparation de l'information financière sur la division Formation militaire de L3Harris, L3Harris a procédé à une allocation appropriée des coûts et des dépenses qui sont attribuables à la division Formation militaire de L3Harris. Cependant, ces coûts et dépenses reflètent les coûts et dépenses attribuables à la division Formation militaire de L3Harris, exploitée dans le cadre d'une entreprise plus grande, et ne reflètent pas les coûts et dépenses qui seraient engagés par cette division si elle était exploitée de manière indépendante. Par conséquent, l'information financière historique sur la division Formation militaire de L3Harris peut ne pas être un indicateur fiable des résultats futurs.

Importantes hypothèses

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont fondés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter, les suivantes : nos liquidités tirées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des montants disponibles sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible aux termes de notre programme d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et de l'accès continu au financement par emprunt seront suffisantes pour répondre à nos obligations financières dans un avenir prévisible; et il n'y aura aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise qui aura des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles. Pour des renseignements supplémentaires, notamment en ce qui a trait aux autres hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Étant donné l'évolution de la situation liée à la pandémie de COVID-19 et la réponse de CAE, des gouvernements, des autorités de réglementation, des entreprises et des clients, les hypothèses de CAE comportent forcément une plus grande incertitude. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient donc être inexacts. En ce qui concerne l'acquisition ou la société regroupée après l'acquisition, au nombre des hypothèses sous-tendant les énoncés prospectifs que le présent communiqué englobe, figurent notamment l'obtention de toutes les approbations réglementaires requises aux fins de la réalisation de l'acquisition et des placements privés en temps opportun et selon des modalités acceptables pour CAE; la réalisation des avantages attendus de l'acquisition sur le plan stratégique, financier et autre selon le calendrier prévu; la conjoncture économique et politique et les conditions sectorielles; la capacité de CAE de retenir et d'attirer de nouvelles affaires et de réaliser des synergies, de même que d'étendre la position sur le marché et de chef de file découlant des plans d'intégration réussis liés à l'acquisition; la capacité de CAE de réaliser par ailleurs l'intégration de l'entreprise acquise dans les délais prévus et selon des niveaux de coûts prévus; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information, notamment l'information publique (y compris l'information financière) préparée par L3Harris; l'absence de coûts et de passifs non divulgués importants associés à l'acquisition; la capacité de CAE de recruter et de maintenir en fonction des employés clés dans le cadre de l'acquisition; la capacité de CAE d'avoir accès de manière opportuniste aux marchés financiers avant ou après la clôture de l'acquisition et l'absence de changement important de la conjoncture du marché; la capacité de couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change; le maintien de la note de crédit de qualité investissement de CAE; ainsi que les estimations et les attentes de la direction en lien avec les futures conditions

économiques et commerciales et autres facteurs liés à l'acquisition, et l'incidence connexe sur la croissance et l'augmentation de différentes mesures financières.

Autres risques importants

D'autres facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2020 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponible au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2020 est également disponible au www.cae.com. L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 en progression et avoir des conséquences sur les activités, les résultats opérationnels et la situation financière de CAE qui soient beaucoup plus graves que s'il n'y avait pas eu de pandémie. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais elles n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR et elles pourraient donc ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres émetteurs. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

Pour obtenir des renseignements sur les mesures financières hors PCGR et autres mesures financières surveillées par CAE et un rapprochement de ces mesures avec la mesure la plus directement comparable conforme aux PCGR, veuillez vous reporter à la rubrique 5 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

¹ BAIIA

Le BAIIA s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. Veuillez vous référer à la section 5.2 « Rapprochement des mesures hors PCGR » du rapport de gestion pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 pour un rapprochement de cette mesure hors PCGR avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

La marge du BAIIA du secteur Défense et sécurité désigne le BAIIA du secteur Défense et sécurité exprimé en pourcentage du produit de ce secteur.

Le BAIIA de la division Formation militaire de L3Harris s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements.

Le BAIIA ajusté de la division Formation militaire de L3Harris est calculé comme le BAIIA de la division Formation militaire de L3Harris, compte tenu de l'acquisition et des ajustements liés à l'acquisition provenant des contrats de location-vente comptabilisés selon les PCGR des États-Unis et des coûts autonomes estimatifs. Le BAIIA ajusté n'a pas de sens normalisé

prescrit par les IFRS et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable aux mesures désignées de manière similaire par d'autres sociétés. Les investisseurs ne doivent pas considérer le BAIIA ajusté comme une mesure remplaçant le résultat (perte) net, par exemple, ou comme une mesure des résultats opérationnels, qui sont des mesures établies conformément aux IFRS.